REVUE SYNTHÉTIQUE DES RÉSULTATS 2007–2018

GUINÉE

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

© 2019 Groupe de la Banque africaine de développement
Tous droits réservés – Publié en Janvier 2019

Groupe de la Banque africaine de développement
Revue synthétique des résultats pays 2018 – Guinée

Les points de vue exprimés dans la présente publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions et les politiques de la Banque africaine de développement (BAD), de son Conseil des gouverneurs, de son Conseil d'administration ni des gouvernements qu'ils représentent.

La BAD et son Conseil d'administration ne garantissent pas l'exactitude des données figurant dans cette publication et déclinent toute responsabilité liée à une quelconque conséquence de leur utilisation.

En désignant ou en faisant référence à un territoire ou une zone géographique donné(e), ou en utilisant le terme « pays » dans le présent document, la BAD n'entend porter aucun jugement sur le statut juridique ou tout autre statut d'un territoire ou d'une zone donné(e).

La BAD encourage l'impression ou la copie des informations contenues dans ce rapport exclusivement à des fins personnelles et non commerciales en mentionnant clairement, le cas échéant, qu'elles sont la propriété de la BAD. Il est interdit aux utilisateurs de revendre, redistribuer ou créer des ouvrages dérivés à des fins commerciales sans le consentement formel et écrit de la BAD.

Note : Dans le présent rapport le symbole $, renvoie au dollar des États-Unis (USD).

Groupe de la Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma - 01 B.P. 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire

www.afdb.org

TABLE DES MATIÈRES

40 ANS DE COOPÉRATION ENTRE LA BANQUE ET LA GUINEE 1

UN PARTENARIAT POUR AIDER LA GUINÉE À EXPLOITER SON POTENTIEL 2

Un vaste potentiel de développement à mieux exploiter 2
Les appuis de la Banque aux réformes 3

ÉCLAIRER LA GUINÉE ET L'ALIMENTER EN ÉNERGIE 7

Un des plus importants potentiels énergétiques d'Afrique 7
Des résultats significatifs dans le domaine de l'énergie 7
Appui à l'amélioration de l'accès à l'énergie 9

NOURRIR LA GUINÉE 11

Promouvoir le développement agricole pour garantir la sécurité alimentaire 11
Le soutien de la Banque à l'agriculture 11
Appui au développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles 12

INDUSTRIALISER LA GUINÉE 15

Un secteur crucial pour le développement de la Guinée 15
La Banque, partenaire du développement des PME 18
La Banque va continuer à soutenir le développement industriel 18

INTÉGRER LA GUINÉE 21

Une économie encore insuffisamment intégrée avec les pays voisins 21
La Banque va continuer à soutenir le développement des infrastructures 22

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES POPULATIONS DE LA GUINÉE 25

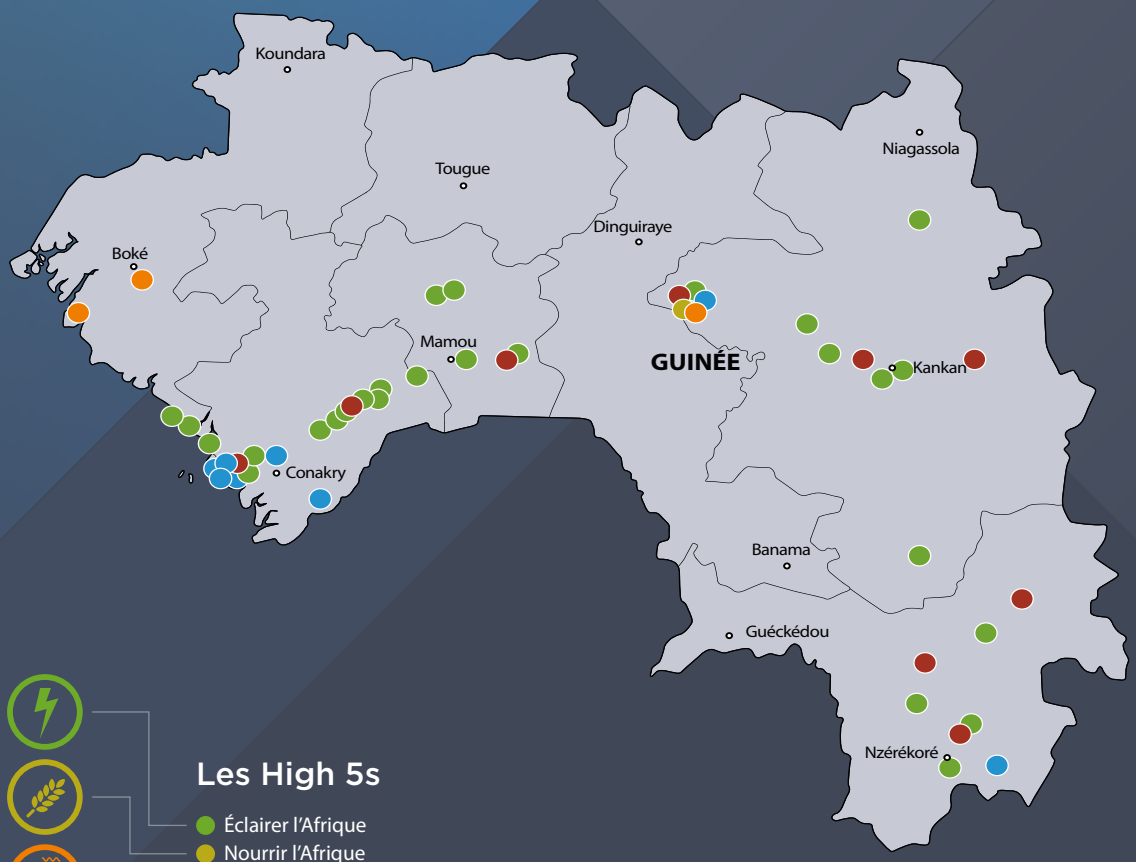
Des indicateurs socio-économiques à améliorer 25
La Banque, un acteur engagé dans l'amélioration de la qualité de vie des populations 25
La Banque, un acteur majeur dans la réponse à l'urgence Ebola 27
Relever les défis de la fragilité 28

L'EFFICACITÉ DE LA BANQUE DANS LA GESTION DE SES OPÉRATIONS EN GUINÉE 31

Performance du portefeuille 31
Qualité à l'entrée 33
Collaboration avec le gouvernement et les autres partenaires 33
Opérationnalisation du bureau de la BAD en Guinée 33

CONCLUSION 35

NOS OPÉRATIONS EN GUINÉE, 2007–2018



Les High 5s

- Éclairer l'Afrique
- Nourrir l'Afrique
- Industrialiser l'Afrique
- Intégrer l'Afrique
- Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique

MapAfrica
Suivi des High 5s

La Banque s'est engagée à améliorer la transparence de ses opérations. MapAfrica, son outil de géocodage, a été amélioré en mettant l'accent sur cinq domaines essentiels de la Stratégie décennale : Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des Africains. Explorez nos 9 000 sites de projets à travers les High 5s en visitant mapafrica.afdb.org.

Note: les projets concernant l'ensemble du pays (en particulier les appuis budgétaires et les projets de gouvernance) ont été placés arbitrairement au centre du pays sur la carte.

40 ANS DE COOPÉRATION ENTRE LA BANQUE ET LA GUINEE

Depuis 1974, la Banque a investi 1,14 milliard unités de compte (UC) en Guinée, dont près d'un tiers dans le cadre de sa stratégie 2012–2016/17, à travers laquelle elle a aidé le pays à renforcer sa gouvernance économique et financière, à promouvoir son agriculture, à développer ses infrastructures routières et énergétiques et à répondre à l'urgence humanitaire lors de l'épidémie du virus Ebola. La nouvelle stratégie de la Banque pour la période 2018–2022 est axée sur deux piliers, l'accès à l'énergie et le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles, avec pour objectifs d'aider le pays à relever le défi de la fragilité et à parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

La Banque collabore avec la Guinée depuis 1974 et le montant total de ses approbations s'élève à 1,14 milliard UC, dont 31,9 % ont été approuvés dans le cadre du Document de stratégie pays 2012–2016 étendu à 2017. Le DSP 2012–2016/17 était basé sur deux piliers, à savoir : i) la gouvernance économique et financière, avec pour objectifs de renforcer les capacités de gestion des finances publiques, améliorer la gouvernance dans le secteur extractif, et renforcer le budget de l'Etat ; et ii) les infrastructures d'appui au développement, avec pour objectifs de réduire le déficit de production de l'énergie et accroître le développement des infrastructures de transport. En outre, l'aide d'urgence de la Banque a permis d'endiguer l'épidémie du virus Ebola déclarée en décembre 2013. Un nouveau Document de stratégie pays pour la période 2018–2022, aligné sur le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016–20 de la Guinée et les High 5 de la Banque, a été finalisé et approuvé. Les deux piliers du DSP 2018–22 sont : l'amélioration de l'accès à l'énergie et le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles, avec pour objectifs d'aider le pays à relever le défi de la fragilité et parvenir à l'autosuffisance alimentaire. La Banque prévoit d'investir ainsi près de 250 millions UC dans le cadre de ce nouveau DSP.

Au 30 juin 2018, le portefeuille de la Banque en Guinée comprenait 16 opérations dont le montant total approuvé est de 282,95 millions UC.

FIGURE 1 LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA BANQUE DEPUIS 2007

- **495 000** personnes, dont la moitié de femmes, ont bénéficié de connexions nouvelles ou améliorées au réseau électrique
- **475 000** personnes ont bénéficié de progrès en agriculture
- **575 000** personnes ont un meilleur accès à l'éducation
- **465 000** personnes ont un accès nouveau ou amélioré à l'eau et l'assainissement
- **27** centres spécialisés de traitement épidémiologiques ont été construits

Cette revue synthétique présente les progrès de développement de la Guinée au cours de la période 2007–2017 et la contribution de la Banque à ces résultats, dans les domaines transversaux et à travers les cinq priorités de la Banque, les « High 5 » : Eclairer l'Afrique, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique, et Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique. Le rapport examine également l'efficacité de la Banque dans la gestion de ses opérations en Guinée. La revue se base sur une série d'indicateurs extraits du Cadre de mesure des résultats (CMR)[1] de la Banque. La performance relative de la Guinée est mesurée en comparant ses progrès avec ceux d'un groupe de pays pairs en Afrique, les pays bénéficiaires du Fonds africain de développement (FAD).

1 Voir «https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/topics/quality-assurance-results/bank-group-results-measurement-framework/»

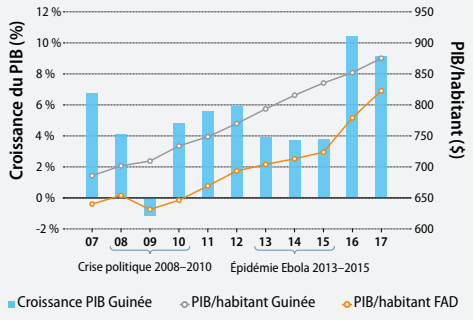
UN PARTENARIAT POUR AIDER LA GUINÉE À EXPLOITER SON POTENTIEL

La Guinée possède un vaste potentiel de développement, qu'elle n'a pas encore suffisamment exploité à cause d'importants facteurs de fragilité. Malgré les crises politique et sanitaire auxquelles le pays a dû faire face au cours de la dernière décennie, un certain nombre de progrès ont été observés dans le domaine économique. Ce chapitre présente la situation économique de la Guinée et examine le soutien de la Banque dans le secteur de la gouvernance économique et financière.

Un vaste potentiel de développement à mieux exploiter

Grâce à un environnement naturel favorable à l'agriculture, la pêche et l'élevage et des ressources énergétiques et minières de premier plan, la Guinée possède un grand potentiel de développement, qu'elle peine à exploiter à cause d'importants facteurs de fragilité politiques, socio-économiques et sanitaires. La crise politique qu'a connue la Guinée, entre 2008 et 2010, a fortement pénalisé l'activité économique, comme le montre la régression du PIB en 2009. Depuis lors, le pays a connu une relative stabilité politique, et le Président Professeur Alpha Condé a été élu en 2010 puis réélu en 2015. Cependant, l'épidémie du virus Ebola, entre décembre 2013 et mai 2016, en plus de ses conséquences humanitaires et sanitaires, a eu un effet néfaste sur l'économie guinéenne; le taux de croissance du PIB a chuté de 5,9 % en 2012 à 3,5 % en 2015. Depuis 2016, principalement grâce à la reprise de la production minière, la croissance a redémarré et s'est établie à 10,5 % en 2016, puis a subi une légère baisse à 9,9 % en 2017. En conséquence des différentes crises, le ● **PIB par habitant** de la Guinée avait insuffisamment progressé entre 2007 et 2015 par rapport à celui de l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD, mais grâce aux efforts importants pour une meilleure gestion macro-économique et pour la réalisation des investissements structurants au niveau des infrastructures énergétiques et routières, il a augmenté de manière significative depuis 2016 pour s'établir à 823 $ en 2017.

FIGURE 2 CROISSANCE DU PIB (%) ET PIB PAR HABITANT ($) DE LA GUINÉE, 2007–2017



En outre, les autres principaux indicateurs macroéconomiques se sont améliorés ces dernières années: l'inflation qui était de 15,5 % en 2010 est tombée à 7,3 % en 2015; elle a été maîtrisée grâce à la conduite d'une politique monétaire prudente, même si elle a légèrement redémarré pour atteindre 9,5 % en 2017. Le niveau de la dette publique a baissé de 69 % du PIB en 2010 à 27,2 % en 2012 après que la Guinée ait atteint le point d'achèvement de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE). La dette publique a progressivement augmenté pour atteindre 37,2 % du PIB en 2017, suite à d'importants emprunts contractés à partir de 2013, pour financer des infrastructures énergétiques et routières structurantes et prioritaires. Toutefois, le risque de surendettement du pays reste modéré.

Domaines transversaux et stratégiques – progrès de la Guinée	Guinée		Pays FAD	
	2007	2017	2007	2017
● PIB par habitant ($ constants 2010)	642	823	686	875
● Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (Indice, 0 faible–100 Elevée)	41	46	45	48

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux des pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pairs ● Il y a eu régression par rapport à la référence

Sources: Banque mondiale, Fondation Mo Ibrahim.

Domaines transversaux et stratégiques – contributions de la Banque	2007–2017		
	Prévu	Réalisé	Taux
● Opérations qui ont amélioré la gestion budgétaire et financière (nombre)	1	1	100 %
● Opérations qui ont amélioré les systèmes de passation des marchés (nombre)	1	1	100 %

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95 % ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60 % à 94 % de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint moins de 60 % de leurs objectifs

Source: rapports d'achèvement de projet de la BAD.

La gouvernance reste un défi pour la Guinée, mais de nombreux aspects dans ce domaine se sont améliorés ces dernières années. ● **L'Index Mo Ibrahim de la gouvernance africaine** a progressé au cours de la dernière décennie, même s'il reste en dessous de la moyenne des pays bénéficiaires du FAD. Parmi les aspects de la gouvernance dans lesquels les progrès les plus notables ont été observés, on peut citer: la participation, les droits de l'homme, l'état civil et le climat d'investissement.

Les appuis de la Banque aux réformes

Les appuis de la Banque ont permis d'obtenir de bons résultats en matière de gouvernance en Guinée et ses opérations ont contribué,

ENCADRÉ 1

M. Camara Karamokoba, Secrétaire Exécutif de la Cellule technique de suivi des programmes (CTSP) du Ministère de l'économie et des finances (MEF) et ancien ministre de l'économie et des finances de la Guinée.

La CTSP, créée en 2010, est une structure d'appui auprès du MEF qui apporte son expertise dans le domaine du suivi des programmes négociés entre le gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers. Elle est rattachée au MEF mais ses activités sont transversales, et en plus des différentes Directions du MEF, elle travaille avec le Ministère du budget, la Banque centrale et le Ministère de la planification et du développement économique. Elle a été en charge du suivi de deux appuis budgétaires et des projets de la Banque en matière de gouvernance financière.

> ***Les programmes pays de la BAD sont bien ciblés pour répondre aux besoins et aux priorités de développement du pays et dans une perspective de réduction de la pauvreté. La BAD, en coordination avec l'Union européenne et la Banque mondiale, nous a soutenus dans des domaines clefs qui aideront la Guinée à tirer avantage de son énorme potentiel de développement, comme la mobilisation des recettes, la gestion de la dépense publique, la comptabilité, la gestion du patrimoine ou l'investissement public. Son appui a été, en particulier, ciblé sur le renforcement des capacités, afin que le pays dispose de ressources humaines capables de mettre en œuvre les réformes.***

en particulier, à améliorer la ● **Qualité de la gestion budgétaire et financière** et les ● **Systèmes de passation des marchés**. Au cours de la dernière décennie, la Banque a financé neuf opérations, pour une valeur totale de 68,21 millions UC, dans le domaine de l'appui à la gouvernance. Les projets les plus importants ont été mis en œuvre dans les domaines de la gouvernance minière, du renforcement des capacités en matière de gestion économique et financière, de l'appui aux réformes économiques et financières, et du renforcement des capacités de l'administration. La Banque a soutenu les mises en place de la Loi de 2017 sur les Partenariats Public-Privé, du Code des investissements (2016), du Code des impôts (2016), du Code douanier (2017), la mise en place d'une plateforme de programmation et de suivi des investissements publics (2017), la création de la Cour des comptes (2016), la formation de cadres en gestion des finances publiques, la révision des Conventions minières (2016), l'audit financier des entreprises minières (2014) et la conformité de la Guinée à la norme de l'Initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) en 2014. Parmi les résultats clefs, peuvent être cités la progression de 26 places de la Guinée dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale entre 2012 (179ème) et 2018 (153ème) (voir la figure 3 dans le chapitre 3), l'augmentation du ratio de l'investissement privé sur le PIB qui est passé de 15,6% en 2013 à 68,1% en 2017, la hausse de la part du secteur minier dans le PIB de 12,1 % en 2012 à 16,9 % en 2017, la maîtrise de l'inflation et celle du déficit budgétaire. ■

1

Photo: Jonathan Cohen

ÉCLAIRER LA GUINÉE ET L'ALIMENTER EN ÉNERGIE

Le potentiel énergétique, en particulier hydroélectrique, de la Guinée est l'un des plus importants de l'Afrique et devrait lui permettre d'améliorer fortement l'accès de sa population à l'énergie électrique et devenir un hub régional dans les prochaines années. Ce chapitre présente la situation énergétique de la Guinée et examine le soutien de la Banque dans ce secteur, dans lequel elle est un partenaire clef du pays.

Un des plus importants potentiels énergétiques d'Afrique

Malgré un fort potentiel énergétique, la Guinée peine à fournir de l'électricité à l'ensemble de sa population. Le ● **pourcentage de la population ayant accès à l'électricité** a très peu progressé depuis 2007 et, à 19,7 %, il reste bien en deçà de l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD (34,4 %). En zone rurale, seulement 7 % de la population avait accès à l'électricité en 2017, contre 14 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Ce faible pourcentage est dû à un manque d'investissements dans le secteur de l'électricité, ainsi qu'à une inefficience de la distribution d'énergie électrique. En outre, le pourcentage de la ● **population ayant accès à des solutions de cuisson propre**, qui était déjà très faible par rapport à l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD, a diminué de moitié entre 2007 et 2017, passant de 4,1% à 2,1%, reflétant une utilisation accrue du bois et du charbon au détriment de l'électricité pour la cuisson.

En revanche, la Guinée a effectué des progrès concernant la ● **capacité électrique nette installée** et la ● **capacité d'électricité renouvelable**, même si le pays est très loin d'avoir exploité son énorme potentiel hydroélectrique, estimé à 6 000 MW, et valorisé actuellement à moins de 3 %. Le potentiel en eau de la Guinée est, en effet, estimé à 27 000 m3 par habitant et par an, et de grands fleuves comme le Niger, le Sénégal ou la Gambie prennent leurs sources en Guinée, faisant du pays le « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest. A travers la construction de plusieurs barrages hydro-électriques d'envergure, dont celui de Souapiti qui mobilise actuellement près de 3 000 ouvriers et pour lequel la BAD a financé l'étude d'impact environnemental et social, la Guinée devrait devenir un hub régional énergétique à l'horizon 2020.

Des résultats significatifs dans le domaine de l'énergie

L'énergie a constitué l'un des deux axes prioritaires de la BAD depuis 10 ans, et représentait en particulier 36 % des montants approuvés dans le cadre du DSP 2012–2016/17. L'intervention de la Banque dans le domaine de l'énergie s'est effectuée à travers deux grands projets d'une valeur totale de 38 millions UC.

A travers le Projet de réhabilitation et d'extension du réseau électrique de Conakry (PREREC), la Banque a contribué à améliorer les conditions de vie en fournissant un accès à des services d'électricité fiables et de qualité aux ménages, aux entreprises et aux fournisseurs de services sociaux, dans le cadre du Plan national d'électrification de la Guinée, conçu avec le soutien de la BAD. Le PREREC a permis d'étendre et de réhabiliter les installations électriques dans 30 quartiers de Conakry ; de connecter environ 1 500 nouveaux ménages au réseau ; d'améliorer la disponibilité de l'électricité de 7 heures par jour en 2007 à 16h par jour en 2012 ; de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 4 000 à 6 500 tonnes d'équivalent charbon par an ; et d'augmenter de manière significative les taux de facturation et de recouvrement des factures par la compagnie nationale Electricité de Guinée (EDG) entre 2009 et 2012.

Éclairer le Guinée et l'alimenter en énergie	Guinée		Pays FAD	
	2007	2017	2007	2017
● Population ayant accès à l'électricité (% population)	17,0	19,7	21,4	34,4
● Population ayant accès à des solutions de cuisson propre (% population)	4,1	2,1	10,5	9,9
● Capacité électrique nette installée (GW)	0,3	0,7	21,4	32,6
● Capacité électrique renouvelable installée (GW)	0,1	0,4	13,9	20,7

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux des pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pairs ● Il y a eu régression par rapport à la référence

Sources: AIE, SEE4ALL.

Contributions de la Banque	2007–2017
	Réalisé
● Energie-Personnes bénéficiant de nouveaux ou de meilleurs raccordements au réseau éléctrique (nombre)	494 000
● — dont les femmes	247 000
● Familles bénéficiant de nouveaux ou de meilleurs raccordements au réseau éléctrique (nombre)	936
● Lignes de distribution d'électricité nouvelles ou améliorées (km)	307
● Emissions de CO_2 réduites (tonnes par an)	3 274

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95 % ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60 % à 94 % de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint moins de 60 % de leurs objectifs

Source: rapports d'achèvement de projet de la BAD.

Alpha Camara, Chef de la sous-station électrique qui fournit l'électricité aux environs de Kindia, financée par la BAD dans le cadre du Projet d'électrification rurale, et inaugurée en janvier 2018 par le Président Alpha Condé.

Dans sa seconde phase, qui est en cours de mise en œuvre, le PREREC a en outre permis, dans son volet appui institutionnel, la révision de la loi sur l'électricité, la mise en place du modèle d'équilibre physico-financier du secteur et l'actualisation du plan directeur des infrastructures de transport et de distribution. Les infrastructures électriques réalisées à fin 2017 par le projet sont les suivantes: la construction et l'équipement de 49 postes cabines maçonnées, la construction de 23,5 km de lignes à moyenne tension, la construction de 135 km de lignes à basse tension, l'installation de 1 000 foyers d'éclairage public, et la réalisation de 2 000 branchements d'abonnés.

Le Projet d'électrification rurale (PER), approuvé par la Banque en janvier 2011, a été achevé en novembre 2017. Les résultats obtenus dépassent ceux attendus, et le projet a permis de réaliser des investissements structurants en faveur de plus de 1,5 million d'habitants dans les 43 localités de la Basse Guinée et de la Moyenne Guinée, soit 12 de plus que les 31 localités prévues au départ du projet. A travers le PER, la Banque a contribué à la construction de 707 km de lignes électriques, l'installation de 118 postes transformateurs, et celle de 4 215 lampadaires. Le projet a permis la réduction du taux de perte dans les réseaux réhabilités qui est passé de 49 % en 2010 à 15 % en 2017, soit nettement en deçà du seuil de 20 % attendu; une augmentation du nombre de branchements d'environ 30 000 nouveaux ménages; et une augmentation du taux d'électrification rurale qui est passé de 3 % en

2009 à 7 % en 2017. En plus de ces activités, la Banque a financé des études d'impact environnemental et social pour la construction des barrages hydroélectriques de Kaléta (inauguré en 2015) et de Souapiti (en cours de construction), qui a été financée par d'autres partenaires au développement.

La Banque contribue en outre à des grands projets d'interconnexion électrique dans la région, le Projet Energie de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), celui de la Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Léone et Guinée (CLSG), et le Projet d'interconnexion Guinée-Mali. Ces projets ont connu des difficultés de démarrage et d'exécution notamment en raison de l'épidémie du virus Ebola, mais les résultats attendus sont très importants puisque, une fois achevés, ils devraient contribuer à la création d'un marché sous régional de l'électricité, en offrant à la fois des possibilités d'importation d'énergie moins chère lors des pics de consommation et des débouchés d'exportation d'énergie pour la Guinée, principalement dans le contexte de réalisation des barrages (voir la Figure 4 dans le Chapitre 4).

La contribution de la Banque à l'énergie entre 2007 et 2017 a atteint les résultats attendus. Les interventions de la Banque ont permis de ● **raccorder ou améliorer le raccordement au réseau électrique** de près de 500 000 personnes, dont la moitié est constituée de femmes, de créer plus de 300 ● **lignes de distribution d'électricité nouvelles ou améliorées** et de ● **réduire les émissions de CO_2** de 3274 tonnes par an.

Appui à l'amélioration de l'accès à l'énergie

L'énergie restera une priorité de la Banque en Guinée dans les prochaines années puisque l'amélioration de l'accès à l'énergie constitue l'un des deux piliers de sa nouvelle stratégie 2018–22. Les domaines d'intervention seront l'exploitation du potentiel de production énergétique et en particulier des barrages hydro-électriques ; la réhabilitation et le renforcement des réseaux de distribution et de transport électriques en milieux urbain et rural et au niveau régional ; et l'amélioration de la gouvernance du secteur énergétique à travers la transformation institutionnelle (transport, distribution, gestion et régulation) en vue de garantir l'accès fiable, durable et moderne, à un coût abordable. Un montant de 103 millions UC est prévu pour ce pilier dans la stratégie 2018–22. ■

Ousmane Sow, soudeur : « Avant, nous devions utiliser des groupes électrogènes. Aujourd'hui, avec l'électricité en continu, le travail est beaucoup plus simple. »

« Avec l'éclairage de nuit sur la route et la lumière pour éclairer notre marchandise, c'est à la fois plus de sécurité avec toutes les voitures qui empruntent la route et l'on peut travailler plus tard après la tombée de la nuit ; et aussi notre marchandise est mieux mise en valeur. »

Arama Siré Camara
Commerçante de fruits et légumes

2

Photo: © Aurelien Gillier

NOURRIR LA GUINÉE

Le vaste potentiel de la Guinée dans le domaine de l'agriculture n'est pas suffisamment exploité : la productivité est insuffisante, le pays importe de nombreuses denrées et la sécurité alimentaire de la population n'est pas assurée. Le développement du secteur agricole pourrait permettre de garantir cette sécurité alimentaire, de fournir des emplois durables et d'améliorer la balance commerciale par une amélioration des exportations. Ce chapitre présente la situation dans le domaine agricole de la Guinée et examine le soutien de la Banque dans ce secteur.

Promouvoir le développement agricole pour garantir la sécurité alimentaire

Dans le domaine agricole également, la Guinée possède un vaste potentiel qui n'est pas encore suffisamment exploité. Le pays possède une bonne pluviométrie ainsi qu'un environnement naturel favorable à l'agriculture, la pêche et l'élevage, avec en particulier 6,2 millions d'hectares de terres cultivables dont seulement 25 % sont annuellement exploitées, et un potentiel halieutique exploitable entre 150 000 et 250 000 tonnes de poisson par an. Plus de 70 % des actifs en Guinée sont occupés par le secteur agricole, qui contribue cependant à seulement 10 % du PIB du pays. La ● **productivité agricole** s'est améliorée au cours de la décennie même si elle reste encore moitié moins importante que celle de l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD, et la ● **part de la valeur mondiale de quelques produits agricoles clés** (cacao, café, anacarde et coton) **transformés en Guinée** a presque triplé au cours de la dernière décennie. Les raisons de la productivité agricole insuffisante de la Guinée sont notamment l'insuffisance des infrastructures de maîtrise de l'eau, l'absence d'établissements de crédits spécialisés dans le financement agricole, la prédominance d'une agriculture de type familial et de subsistance et utilisant des techniques traditionnelles, l'inefficacité des systèmes de commercialisation liés notamment à l'enclavement de certaines zones de production et le faible accès au marché des petits producteurs. D'autre part, le ● **solde commercial agricole** du pays s'est dégradé depuis 2007 ; le pays étant contraint d'importer en particulier des céréales, de la farine, des fruits et du sucre.

En outre, la ● **prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans** reste très préoccupante avec près d'un tiers des enfants touchés, et encore davantage chez les filles (38,5 %).

Le développement du secteur agricole pourrait permettre de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, de fournir des emplois durables et d'améliorer la balance commerciale par une amélioration des exportations. Il pourrait également favoriser le développement de l'agro-industrie à moyen et long terme en Guinée.

Le soutien de la Banque à l'agriculture

La contribution de la Banque au développement de l'agriculture guinéenne a, en général, atteint les résultats attendus, avec 475 000 ● **personnes** (dont 222 000 femmes) **ayant bénéficié de progrès en agriculture.** A travers le Projet de pêche artisanale et de pisciculture, la Banque a contribué à l'augmentation de la production halieutique par la fourniture aux pêcheurs d'équipements en moyens modernes de pêche et la promotion de l'aquaculture en milieu rural. Parmi les réalisations, peuvent être soulignées la réalisation de 3 fermes pilotes pour une production de 40 000 alevins, la formation de 100 pisciculteurs, 22 vulgarisateurs piscicoles et 5 enseignants ainsi que la construction de 6 bases de pêche. D'autre part, la Banque a

Nourrir la Guinée	Guinée		Pays FAD	
	2007	2017	2007	2017
● Productivité agricole ($ constant 2010 par travailleur)	283,5	362,6	572,6	691,3
● Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (%)	40,0	32,4	43,4	34,9
● Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, filles (%)	38,5	38,5	41,0	35,4
● Solde commercial agricole ($ milliards/an)	-0,3	-0,6	0,7	3,5
● Part de la valeur mondiale de quelques produits agricoles clés transformés en Guinée (%)	0,3	0,8	7,2	8,1

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux des pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pairs ● Il y a eu régression par rapport à la référence

Sources: FAO, OMS.

Contributions de la Banque	2007–2017
	Réalisé
● Personnes bénéficiant des progrès en agriculture (nombre)	475 000
● — dont les femmes	222 000
● Population rurale utilisant des technologies améliorées (personnes)	2 067
● Routes de desserte construites ou réhabilitées (km)	54

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95 % ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60 % à 94 % de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint moins de 60 % de leurs objectifs

Source: rapports d'achèvement de projet de la BAD.

formé plus de 2 000 ● **personnes à l'utilisation des technologies améliorées** à travers le Projet d'hydraulique rural en Haute Guinée.

En revanche, seulement 26 % du ● **nombre de km de routes de dessertes** de la production agricole ont été construits ou réhabilités, car la deuxième phase du Projet d'appui au programme national d'infrastructures rurales, qui avait pour objet le désenclavement des communautés rurales et l'amélioration de la sécurité foncière, n'a pas obtenu tous les résultats escomptés, en raison d'un défaut d'information sur l'état des lieux avant-projet, d'une sélection déficiente des prestataires sur le terrain, de retards dans l'exécution et de problèmes de coordination entre les bailleurs de fonds.

Appui au développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles

Le développement agricole de la Guinée redevient une priorité de la Banque dans sa stratégie 2018–2022, dont l'un des deux piliers est le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles. La Banque envisage de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie du gouvernement guinéen qui consiste à créer 10 zones d'activités à vocation agro-industrielle afin d'aider le pays à diminuer sa dépendance aux importations de produits alimentaires et assurer une transformation socio-économique inclusive. L'action de la Banque pour le développement des chaînes de valeur agricoles et industrielles se déroulera selon deux axes d'intervention: d'une part le financement d'infrastructures de soutien aux chaînes de valeurs (infrastructures hydro-agricoles et infrastructures de transport routier), et d'autre part, un soutien à l'amélioration de la gouvernance (amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du secteur agricole), au renforcement des capacités (utilisation de nouvelles technologies et recours à de nouvelles compétences) et à la mobilisation des ressources fiscales et budgétaires pour l'agriculture et l'agro-industrie. Dans ce cadre, le Projet d'Appui à

la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entreprenariat Agricole des jeunes (PATAG EAJ) a été approuvé en novembre 2018, avec pour objectifs de contribuer au développement des chaines de valeur agricoles et agro-industrielles et à la promotion de l'entreprenariat agricole des jeunes dans les préfectures de Boké et de Boffa. ■

3

Photo: © Aurelien Guillier

INDUSTRIALISER LA GUINÉE

Le développement industriel de la Guinée repose en grande partie sur le secteur minier, dont le potentiel immense est encore peu exploité, et pour le moment, ne crée pas suffisamment d'emploi. Le développement de ce secteur constitue une opportunité pour le pays de se doter d'infrastructures de grandes capacités, d'attirer des investissements, de créer des emplois, en particulier dans la transformation de matières premières, et de bénéficier de transferts des technologies. En outre, le développement des zones de transformation agro-alimentaire constitue une opportunité majeure pour le développement industriel du pays. Ce chapitre présente la situation de la Guinée dans le secteur industriel et examine le soutien de la Banque dans ce domaine.

Un secteur crucial pour le développement de la Guinée

Le secteur secondaire représente 33 % du PIB de la Guinée et repose en grande partie sur les ressources minières, qui sont fortement influencées par les fluctuations des cours mondiaux de matières premières, et dont le potentiel est encore peu exploité. La Guinée possède, en effet, plus du quart des réserves mondiales de bauxite, qui est le principal minerai servant à la production de l'aluminium, ainsi que d'importantes réserves de minerai de fer, d'or, de diamant, d'uranium et d'une vingtaine d'autres minéraux. Le gisement de Simandou, en particulier, pourrait faire du pays l'un des plus grands exportateurs de minerai de fer dans le monde, mais il n'a jamais été exploité jusqu'à présent. Malgré cela, l'économie guinéenne dépend fortement des industries extractives, qui représentaient 16,9 % du PIB national en 2017, contre 12,1 % en 2012. Le potentiel minier de la Guinée constitue une opportunité pour le pays de se doter de grands projets accompagnés d'infrastructures de grandes capacités, d'attirer les investissements, de créer des emplois et de bénéficier de transferts de technologie.

Les performances de la Guinée en matière d'industrialisation ont été mitigées au cours de la période 2007–2017. ● **L'économie reste**

ENCADRÉ 2 **SOUTIEN AUX CAPACITÉS DE NÉGOCIATION DANS LE SECTEUR MINIER**

La Banque collabore depuis 2012 avec la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF) afin d'apporter une assistance technique et juridique à la Guinée dans le secteur minier.

Les actions entreprises dans ce cadre ont permis d'obtenir les résultats suivants :

- Élaboration des codes miniers et pétroliers
- Mise à niveau de 19 contrats et conventions minières
- Obtention de la conformité à l'Initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE)
- Renforcement des capacités des acteurs pour la négociation des contrats miniers complexes

Ces actions ont permis la relance significative du secteur minier, qui commence à jouer le rôle de matrice catalytique à partir de laquelle sont élaborés des programmes d'envergure. Plus spécifiquement, les revenus d'exploitation de contrats miniers ont servi de garantie à un programme de 20 ans, d'un montant de 20 milliards $, avec la Chine pour financer des infrastructures (énergétiques, transports, portuaires, agricoles et estudiantines). En outre, un projet financé sur le guichet BIRD de la Banque mondiale et garanti par des revenus d'exploitation miniers est en train d'être finalisé pour financer un projet du secteur agricole. Environ 300 millions $ devraient être mobilisés dans ce cadre d'ici 2020.

Industrialiser la Guinée	Guinée		Pays FAD	
	2007	2017	2007	2017
● Formation brute de capital fixe (milliards de $ constants 2010)	1,6	2,9	74,9	137,9
● Produit intérieur brut industriel (milliards de $ constants 2010)	2,4	2,8	86,6	130,0
● Valeur ajoutée du secteur manufacturier (milliards de $ constants 2010)	0,6	1,0	35,0	45,7
● Diversification économique (Indice, 1 Faible–0 Elevé)	0,6	0,7	0,6	0,6
● Compétitivité globale (Indice, 1 Faible–0 Elevé)	2,9	3,5	3,3	3,5
● Accès au financement (% population)	3,3	7,9	11,0	34,6
● Performance de la logistique (Indice, 1 Faible–5 Haut)	2,7	2,4	2,3	2,4

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux des pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pairs ● Il y a eu régression par rapport à la référence

Sources: Banque mondiale, CNUCED, Forum économique mondial.

Contributions de la Banque	2007–2017
	Réalisé
● Microcrédits accordés (nombre)	132 000
● PME et microentreprises créées	134
● Propriétaires-exploitants individuels, MPME fournissant des services financiers (nombre)	132 000

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95 % ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60 % à 94 % de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint moins de 60 % de leurs objectifs

Source: rapports d'achèvement de projet de la BAD.

peu diversifiée et la ● **croissance du PIB industriel** (19 %) a été bien moins forte que celle de l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD (50 %), en raison de la crise politique de 2008–2010, de l'épidémie du virus Ebola entre 2013 et 2016, du déficit d'énergie de la Guinée et de la baisse des cours des principaux produits miniers du pays (bauxite, alumine, diamant et or). En outre, ● **l'accès de la population au financement** (7,9 %) reste beaucoup plus faible que pour l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD (34,6 %) en raison, entres autres, du fait que la microfinance est gérée par le secteur informel au détriment du circuit formel des banques, qui sont en outre privées de liquidités. Parmi les autres facteurs qui freinent le développement industriel de la Guinée, peuvent être cités les longs délais de livraison des marchandises, les frais élevés des transactions commerciales, le non-respect des normes de qualité, la faiblesse des moyens financiers, humains et techniques des opérateurs, ou le coût et la qualité de la fourniture d'énergie.

En revanche la ● **compétitivité globale** de la Guinée s'est améliorée, en particulier grâce aux réformes engagées ces dernières années par le gouvernement et qui ont contribué à améliorer le climat des affaires: un nouveau

FIGURE 3 PROGRÈS DE LA GUINÉE, CLASSEMENT « DOING BUSINESS », 2012–2018

	2012	2018	Écart
● Création d'entreprise	181	125	56
● Obtention permis de construire	174	75	99
● Raccordement à l'électricité	119	159	-40
● Transfert de propriété	152	143	9
● Obtention de prêt	150	142	8
● Protection des investisseurs	174	146	28
● Paiement taxes/impôts	176	182	-6
● Commerce transfrontalier	130	165	-35
● Exécution des contrats	127	117	10
● Règlement de l'insolvabilité	130	111	19
● **Global**	**179**	**153**	**26**

● Indique une progression dans le classement
● Indique une régression dans le classement

Note: Les chiffres montrent le rang de la Guinée sur 190 pays dans le classement Doing Business.

Source: Banque mondiale

ENCADRÉ 3

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DURABLE EN HAUTE ET MOYENNE GUINÉE (PDSD/HMG)

Le PDSD/HMG, qui a été mis en œuvre en deux phases (2002–11 et 2011–15), avait pour objectif de réduire la pauvreté dans plusieurs régions de la Guinée, par la promotion et le développement de l'entreprenariat, la création d'emplois et le renforcement de la gouvernance au niveau local. Le projet avait comme objectifs spécifiques d'accroître l'accès des pauvres aux services socio-économiques de base et de développer leurs capacités productives, particulièrement celles des femmes, des jeunes et des ex-combattants démobilisés. A travers une approche participative et multisectorielle, le PDSD a bénéficié à plus de 1 600 000 personnes et atteint la plupart des résultats attendus, dont les principaux sont résumés dans la Figure 4 ci-dessous.

Afin de favoriser les couches marginalisées, les montants des prêts de microfinance étaient très faibles (90 % des montants des prêts étaient inférieurs à 500 Euros) et les décisions concernant les infrastructures socio-économiques étaient basées sur les plans de développement locaux, en coordination avec les communautés.

Sur la base des acquis du PDSD et afin de les pérenniser, le Gouvernement guinéen a créé le Fonds de développement économique et social (FDES), pour soutenir le développement économique et social de la Guinée à travers la promotion de l'entreprenariat et la création d'emplois, notamment par la facilitation de l'accès au crédit et la fourniture de services de renforcement des capacités aux communautés locales.

code des investissements a été adopté et ses textes d'application publiés, un cadre législatif et règlementaire pour la promotion industrielle a été établi, une charte nationale des Petites et moyennes entreprises (PME) a été adoptée, et l'Agence de promotion des investissements privés a été mise en place. Ces réformes ont permis l'amélioration du score de la Guinée, qui a progressé de 26 places au classement « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale, par rapport à l'édition 2012. Le pays occupe la 153ème place sur 190 pays évalués, son meilleur score depuis le lancement de ce classement en 2004 (Figure 3).

La Banque, partenaire du développement des PME

Le High 5 « Industrialiser la Guinée » a représenté 19 % des montants approuvés par la Banque dans le cadre du DSP 2012–2017, avec en particulier la participation de la Banque à hauteur de 68,8 millions UC au financement du Projet de voie ferrée et port de la mine de Boké qui vise à contribuer au PIB de la Guinée à hauteur de 500 millions $ par an. Ce projet prévoit en outre, dans sa seconde phase, la construction d'une usine de transformation de la Bauxite en Alumine. Concernant les projets achevés au cours de la période 2007–2017, la Banque a atteint ses objectifs en matière de création d'entreprise avec, depuis 2007, 134 ● **PME et microentreprises créées**, principalement à travers le Projet de développement social durable en Haute et Moyenne Guinée (PDSD/HMG) et le Projet d'appui aux activités économiques des femmes. La Banque a obtenu des résultats plus mitigés dans le domaine de l'accès à la finance avec 132 000 ● **microcrédits accordés** soit les deux tiers de ce qui était prévu, en raison principalement d'objectifs trop ambitieux du PDSD/HMG dans ce domaine. Ce projet a toutefois eu des résultats très positifs pour puisque 100 % des crédits ont été remboursés et qu'une loi sur la microfinance a été promulguée et vulgarisée.

La Banque va continuer à soutenir le développement industriel

Le développement industriel est au cœur de la stratégie de la Banque pour la période 2018–2022. Le Pilier 1 de la stratégie sur l'amélioration de l'accès à l'énergie a en effet pour objectif de permettre à la Guinée de mieux exploiter son potentiel de production énergétique dans le but d'en faire le vecteur du développement industriel du pays. L'amélioration du transport et de la distribution de l'électricité, en particulier dans les zones rurales, contribuera au développement de zones de transformation agro-alimentaire, et l'amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'énergie vise à rendre le pays plus attractif pour les investissements privés, en particulier dans le domaine agro-industriel. En outre, le Pilier 2 sur le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles a pour objectifs spécifiques d'aider la Guinée à mieux exploiter son potentiel de transformation agroalimentaire, à développer des pôles agro-industriels et à développer des infrastructures de transport pour la desserte des produits. ■

Barrage hydro-électrique de Kaléta, pour lequel la Banque a financé des études de faisabilité et d'impact environnemental et sociétal, et qui a permis d'abaisser le coût moyen de production de l'électricité sur l'ensemble du système électrique de la sous-région, constituant ainsi un élément clef pour le développement agro-industriel.

4

Photo: © Aurelien Gillier

INTÉGRER LA GUINÉE

La Guinée, en raison notamment de l'épidémie du virus Ebola, n'a pas suffisamment progressé dans le domaine de l'intégration économique au cours des dernières années, et la faiblesse des infrastructures routières constitue un frein au développement économique du pays et aux échanges commerciaux. Les résultats des investissements de la Banque dans ce domaine devraient se matérialiser dans les prochaines années. Ce chapitre présente la situation de la Guinée dans le secteur de l'intégration économique et examine le soutien de la Banque dans ce domaine.

Une économie encore insuffisamment intégrée avec les pays voisins

La Guinée, n'étant ni membre de la zone du franc CFA ni de l'UEMOA, est traditionnellement moins intégrée économiquement que ses pays voisins avec sa sous-région et avec le continent africain. La crise de l'épidémie du virus Ebola entre 2013 et 2016, qui a causé d'importantes restrictions de voyage vers et depuis la Guinée, a en outre fortement isolé le pays lors de cette période. La Guinée n'a donc pas progressé en matière d'intégration régionale au cours de la dernière décennie. Par exemple, la diminution de la part du ● **commerce avec les pays africains dans le total de son commerce** (2,2 %) a été nettement inférieure à celles des autres pays bénéficiaires du FAD (13 %). En particulier, les échanges avec la CEDEAO ne représentaient que 0,5 % des exportations totales et 4,3 % des importations totales de la Guinée en 2017.

D'autre part, en raison notamment de la faiblesse des infrastructures routières, le ● **coût des échanges transfrontaliers** a augmenté de 19 % en Guinée sur la période 2007–2017, bien que cette croissance soit limitée par rapport à l'augmentation de 40 % observée sur l'ensemble du continent.

Dans ce contexte, la Banque n'a pas atteint ses objectifs en matière d'intégration économique, avec seulement la moitié des ● **routes construites ou remises en état** par rapport aux prévisions, en raison de l'épidémie du virus Ebola conjuguée à la complexité des procédures nationales d'approbation de projets et de passation de marchés publics. Aucune des trois opérations de la Banque, approuvées entre 2012 et 2017, n'était d'ailleurs clôturée à fin décembre 2017 : le projet de l'Union du Fleuve Mano (UFM) et le projet Coyah-Farmoriah-Pamelap ont tardé à démarrer pour les mêmes raisons liées à l'épidémie du virus Ebola. Sur le guichet privé de la BAD, le dernier Projet de voie ferrée et port de la mine de Boké, approuvé en juin 2017, ne sera opérationnel qu'en 2019. On peut toutefois noter les résultats positifs du Projet de réaménagement de la route Tombo-Gbessia, portant sur un tronçon de route de 10,8 km et comprenant un échangeur routier, ce qui a permis à la population des communes périphériques de Conakry d'avoir un accès plus facile au centre-ville, où se concentre la plupart de l'activité économique de la capitale guinéenne. Plus de 200 000 ● personnes ont un meilleur accès aux services de transport grâce à ce projet.

La route Tombo-Gbessia réhabilitée par la BAD, bordée des lignes électriques rénovées par le Projet de réhabilitation et d'extension du réseau électrique de Conakry (PREREC).

Intégrer la Guinée	Guinée		Pays FAD	
	2007	2017	2007	2017
● Commerce intra-africain en proportion du commerce des produits totaux (%)	6,6	2,2	26,9	13
● Coût des échanges transfrontaliers ($)	1008	1198	1840	2603

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux des pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pairs ● Il y a eu régression par rapport à la référence

Sources: CNUCED, Banque mondiale.

Contributions de la Banque	2007–2017
	Réalisé
● Transport-Personnes ayant un meilleur accès aux services de transport (nombre)	210 000
● Transport-Routes construites ou remises en état (km)	201

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95% ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60% à 94% de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint moins de 60% de leurs objectifs

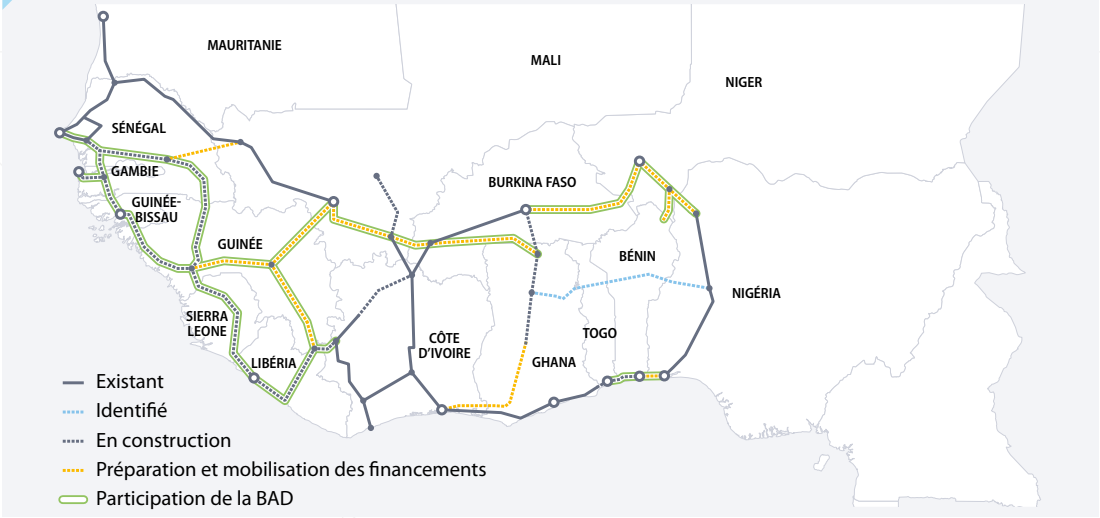
Source: rapports d'achèvement de projet de la BAD.

Les résultats des projets de la Banque devraient se matérialiser dans les prochaines années. Le Programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano est un projet multinational qui devrait bénéficier à 2,83 millions d'habitants de quatre pays (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, Sierra Léone), et qui a pour objectif d'améliorer les infrastructures routières, de promouvoir le commerce et les déplacements dans les régions frontalières entre les quatre pays, et d'améliorer les conditions de vie des populations concernées. Le Projet de reconstruction de la route Coyah-Farmoriah frontalière avec la Sierra Leone est également un projet multinational, au profit de la Guinée et de la Sierra Leone, qui vise à contribuer au renforcement de l'intégration et des échanges commerciaux entre les deux pays à travers la réhabilitation de l'axe Conakry-Freetown et l'amélioration des conditions de passage et de traversée de la frontière entre les deux pays. Dans le cadre de ce projet, la Banque a pour objectifs de résultats, d'ici 2022, de reconstruire 46 km de routes, de former à la maintenance routière plus de 300 personnes et d'améliorer l'accès aux transports de 312 000 personnes. D'autre part, les trois grands projets multinationaux d'interconnexion électrique mentionnés dans le Chapitre 1 contribueront fortement à renforcer l'intégration régionale de la Guinée à travers la création d'un marché sous régional de l'électricité (Figure 4).

La Banque va continuer à soutenir le développement des infrastructures

L'intégration de la Guinée sera au cœur du prochain Document de Stratégie Pays 2018–2022 de la Banque, puisque le Pilier 1 de la stratégie sur l'amélioration de l'accès a l'énergie permettra à la Guinée de jouer un rôle majeur dans le marché régional de l'énergie en Afrique de l'ouest. En outre, le Pilier 2 sur le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles s'appuiera sur le développement d'infrastructures de transport, comme par exemple la construction de la route Boké-Québo, qui comprendra des volets pistes rurales et ponts pour la desserte des produits agricoles. ■

FIGURE 4 INTERCONNEXION DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST À L'HORIZON 2020



5

Photo: © Aurelien Gillet

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES POPULATIONS DE LA GUINÉE

Améliorer la qualité de vie des Guinéens signifie donner à la population un meilleur accès à l'emploi et aux services sociaux de base comme la santé, l'éducation ou l'eau potable. La Guinée n'a pas suffisamment progressé au cours de cette dernière décennie en matière de développement du capital humain, et devra œuvrer pour que sa population ait un meilleur accès à ces services sociaux, et que la croissance économique soit mieux partagée. Ce chapitre présente la situation de la Guinée dans le secteur du développement humain et examine le soutien de la Banque dans ce domaine.

Des indicateurs socio-économiques à améliorer

La Guinée possède un faible niveau de développement, humain : le pays est classé 175ème sur 189 dans le classement 2018 de l'indice de développement humain du PNUD, et de nombreux indicateurs socio-économiques n'ont pas suffisamment progressé au cours de la dernière décennie, marquée notamment par l'épidémie du virus Ebola. Même si ● les **inégalités de revenus** en Guinée ont diminué au cours de la dernière décennie, le ● **taux de chômage** n'a que très peu diminué, en particulier chez les jeunes et les femmes, et le secteur informel occupe 95,2 % de la population. Le secteur agricole occupe plus de 70 % de la main d'œuvre mais ne représente que 10 % du PIB de la Guinée, ce qui induit une forte disparité de revenus entre les populations rurales et les populations urbaines. D'autre part, le secteur des activités extractives représente presque 17 % du PIB mais ne contribue qu'à 2,6 % de l'emploi du pays.

Le ratio brut de ● **scolarisation** dans l'ensemble du système éducatif et la ● **scolarisation dans l'enseignement technique/professionnel** se sont améliorés au cours des dix dernières années, en revanche la ● **scolarisation des femmes** a régressé, passant de 50,0 % à 46,2 %, et le ● **pourcentage de femmes dans l'enseignement technique ou professionnel** s'est fortement dégradé depuis 2007 (de 47,2 % à 32,1 %). Il est à noter qu'aucune cible des Objectifs de millénaire pour le développement (OMD) n'avait été atteinte par la Guinée en 2015. Des progrès notables ont cependant été observés quant au pourcentage de la population ayant ● **accès à des sources d'eau améliorées**, qui est passé entre 2007 et 2017 de 69.8 % à 76,8 %, soit bien au-dessus de l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD.

La Banque, un acteur engagé dans l'amélioration de la qualité de vie des populations

A travers le Projet de développement social durable (PDSD) de Haute et Moyenne Guinée (Encadré 3), qui comprenait une stratégie ciblant en priorité les communautés les plus vulnérables (les femmes, les jeunes et les personnes déplacées), la Banque a contribué à améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base, à favoriser des opportunités de création d'emplois et des sources de revenus substantiels, et à réduire les disparités entre régions et groupes sociaux. Le PDSD a, par exemple, permis l'alphabétisation plus de 80 000 personnes, et a permis d'améliorer les conditions d'accès à l'eau potable de 59 000 habitants.

D'autre part, grâce au Projet d'appui au développement de l'éducation, la Banque a contribué à l'augmentation du nombre d'enfants et d'adolescents, notamment de filles, ayant

Améliorer la qualité de vie des Guinéens	Guinée		Pays FAD	
	2007	2017	2007	2017
● Inégalités de revenu (Indice de Gini)	39,4	33,7	41,0	42,0
● Taux de chômage des jeunes (%)	5,6	5,5	10,5	10,0
● Taux de chômage des jeunes, femmes (%)	4,6	4,6	11,7	11,1
● Taux de chômage (%)	4,5	4,5	6,5	5,8
● Taux de chômage, femmes (%)	3,5	3,4	7,5	6,9
● Scolarisation dans l'enseignement technique/professionnel (%)	0,8	3,8	8,6	11,1
● Scolarisation dans l'enseignement technique/professionnel, femmes (%)	47,2	32,1	8,2	9,6
● Scolarisation (%)	45,5	53,1	52,3	59,6
● Scolarisation, femmes (%)	50,0	46,2	48,3	56,3
● Accès à des sources d'eau améliorées (% population)	69,8	76,8	58,1	60,6
● Accès à des équipements sanitaires sainement gérés (% population)	16,3	20,1	22,3	25,7

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux des pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pairs ● Il y a eu régression par rapport à la référence

Sources: Banque mondiale, OIT, EDStat, PNUD, OMS/UNICEF.

Contributions de la Banque	2007–2017
	Réalisé
● Emplois directs créés (nombre)	9 263
● — dont emplois pour les femmes	4 632
● Personnes bénéficiant d'un meilleur accès à l'éducation (nombre)	575 000
● — dont les femmes	290 000
● Personnes ayant un accès nouveau ou amélioré à l'eau et à l'assainissement	465 000
● — dont les femmes	234 000
● Personnes ayant accès à des meilleurs services de santé (nombre)	195 000
● — dont les femmes	103 000

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95% ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60% à 94% de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint moins de 60% de leurs objectifs

Source: rapports d'achèvement de projet de la BAD.

> ***Grâce à l'aide d'urgence de la BAD, nous avons pu contenir la nouvelle épidémie Ebola de mars 2016 en moins de 3 semaines.***
>
> **Dr Youssouf Kpogomou**
> *Directeur Général de l'Hôpital régional de Kindia, Médecin Chef.*

accès à une éducation de base de meilleure qualité, et a contribué au renforcement de la qualité du système éducatif guinéen. En outre, le Projet d'hydraulique rural en Haute Guinée (15 millions UC) approuvé en 2002 et clôturé en 2010, a permis de fournir de l'eau potable à 465 193 personnes, dont 51,1% femmes.

Dans le contexte socio-économique difficile de la Guinée décrit ci-dessus, la Banque a atteint la plupart des objectifs qu'elle s'était fixée, en particulier concernant l'accès aux services sociaux de base. Entre 2007 et 2017, les opérations de la Banque ont permis à 575 000 personnes dont 290 000 femmes d'avoir un ● **meilleur accès à l'éducation**, et à 465 000 personnes dont 234 000 femmes d'avoir un ● **accès nouveau ou amélioré à l'eau**

ENCADRÉ 4 **RÉPONSE D'URGENCE À L'ÉPIDÉMIE DU VIRUS EBOLA**

Les opérations de la Banque, qui ont été mises en œuvre par le Ministère de la Santé, l'OMS et l'UNICEF, ont permis de: i) mettre en œuvre des systèmes de surveillance et de réponse à l'épidémie de fièvre Ebola, en coordination avec les communautés locales, ii) de créer des centres d'opérations d'urgence dans 32 districts de santé et iii) de former des équipes d'alerte et de réponse aux niveaux régional et préfectoral. La mise en œuvre de techniques de «micro cerclage» a permis de résorber en 3 semaines la recrudescence de l'épidémie observée début 2016. En outre, un soutien psychologique a été apporté aux survivants de l'épidémie, qui ont très souvent souffert de rejet de la part de leur communauté et parfois de leur famille.

"Je suis tombé malade lorsqu'un agent, qui venait d'aider une personne souffrante, est venu s'asseoir à mes côtés dans l'ambulance. Je suis resté malade pendant 25 jours; je suis un guéri, un survivant. À l'hôpital, on s'est bien occupé de moi. J'ai pu voir qu'entre le début de l'épidémie et la fin, le processus de soin s'est fortement amélioré. J'ai repris le travail trois mois après. J'avais peur mais j'étais aussi heureux de revenir aider les autres. En tant qu'ambulancier, j'ai vu les efforts qui ont été mis en place pour qu'une situation pareille ne se reproduise plus. J'ai remarqué une nette évolution, surtout dans la manière d'administrer les soins et dans les efforts pour garantir la sécurité du personnel soignant. A la sortie du centre, on m'a remis un certificat de sortie indiquant que j'étais définitivement soigné du virus Ebola. Je le garde toujours sur moi pour prouver à certaines personnes que je ne suis plus malade."

Alya Keita
Ambulancier
Hôpital régional de Kindia

et l'assainissement. D'autre part, la Banque a permis à travers ses opérations de **créer 9 263 emplois directs**, principalement dans le cadre du PDSD. Les résultats prévus dans ce domaine n'ont été atteints qu'aux deux-tiers en raison essentiellement de la nature et de la taille de la plupart des activités du PDSD, qui n'ont pas un potentiel d'emplois élevé.

La Banque, un acteur majeur dans la réponse à l'urgence Ebola

Dans le domaine sanitaire, la Banque a permis à près de 200 000 personnes d'avoir **accès à de meilleurs services de santé**, et elle a d'autre part apporté un soutien d'urgence pour aider le pays à faire face à la crise liée à l'épidémie du virus Ebola, pour un coût total de 43 millions UC, et comprenant notamment un appui budgétaire «Programme de riposte contre Ebola» de 21 millions UC, un projet régional «Renforcer la réponse des systèmes de santé publique ouest-africains à la crise Ebola (SWAPHS)» d'un coût de 10 millions UC, et le «Fonds d'investissement social et de réhabilitation post-Ebola» d'un coût de 9,8 millions UC (Encadré 4).

La Banque a, en outre, aidé à renforcer la prévention des épidémies. Elle a soutenu la création en juillet 2016 puis le fonctionnement de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire (ANSS) qui a pour mandat d'organiser la riposte appropriée aux épidémies, et elle a financé la construction de 27 centres de traitement épidémiologiques (qui servent de centre de santé en l'absence d'épidémie); la fourniture d'équipements y compris d'ambulances; la formation d'équipes pour se préparer aux alertes épidémiologiques et en particulier du virus Ebola; et le renforcement des capacités et de la gestion des sites de surveillance des épidémies. L'ANSS possède aujourd'hui un personnel de 45 personnes à Conakry et est également soutenue par l'Etat

Personnel soignant du Centre épidémiologique du Camp Alpha Yaya à Conakry

guinéen et par plusieurs autres partenaires internationaux, la Banque mondiale, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), le Japon, le PNUD, l'UNICEF, et USAID.

Relever les défis de la fragilité

De 2018 à 2022, le taux de croissance de la Guinée devrait se stabiliser entre 5,0 % et 6,0 % par an. Pour permettre un meilleur partage de cette croissance et la rendre plus favorable à une transition vers la résilience, le DSP 2018–2022 de la Banque en Guinée compte aider le Gouvernement de Guinée à relever les défis de fragilité du pays en veillant à : la réduction des disparités spatiales (entre les zones urbaines et rurales) principalement en matière d'accès à l'énergie et de productivité des facteurs dans les activités agricoles ; la lutte contre l'insécurité alimentaire ; la lutte contre la dégradation de l'environnement causée par la déforestation et l'érosion côtière ; et la réduction des inégalités entre les genres. ■

Photo: © Aurélien Gillier

L'EFFICACITÉ DE LA BANQUE DANS LA GESTION DE SES OPÉRATIONS EN GUINÉE

Le Cadre de mesure des résultats de la Banque fournit des indicateurs qui permettent d'examiner l'efficacité de la gestion de ses opérations en Guinée. Le présent chapitre examine si la Banque a soutenu le pays avec un financement flexible, des programmes rigoureusement élaborés et des mécanismes de mise en œuvre appropriés. Il examine également la collaboration de la Banque avec le gouvernement et avec les autres partenaires au développement afin de maximiser l'efficacité de l'aide. Finalement, ce chapitre examine l'efficience organisationnelle de la Banque, la décentralisation de ses opérations, ses processus de gestion ainsi que sa gestion des ressources humaines lui permettant d'être plus proches de ses clients.

Les stratégies pays successives de la BAD en Guinée sont alignées avec les Plans nationaux de développement de la Guinée et les stratégies de la Banque. En particulier, le Document de Stratégie Pays 2018–2022 est aligné avec le PNDES 2016–2020, les Objectifs de développement durables, ainsi qu'avec les High 5 et la Stratégie décennale de la Banque.

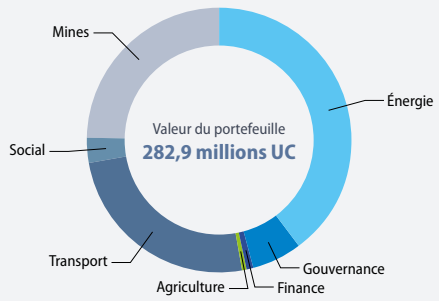
Performance du portefeuille

Au 30 juin 2018, le portefeuille de la Banque en Guinée comprend seize opérations avec un total d'engagements de 282,9 millions UC, et se décompose de la manière suivante: neuf projets publics multinationaux représentant 64,2 % des engagements, six projets publics nationaux représentant 11,3 % des engagements et un projet privé représentant 24,4 % des engagements. Le secteur le plus important est celui de l'énergie avec 39,4 % des engagements, suivi du transport avec 25,3 %, de l'industrie (mines) avec 24,4 %, de la gouvernance avec 6,2 %, du social avec 3,5 %, de la finance avec 0,8 %, et enfin de l'agriculture avec 0,3 % des engagements (Figure 5).

La ● **performance globale du portefeuille** est satisfaisante avec, en juin 2018, une note de 3,4 sur une échelle de 1 à 4, à comparer avec la note de 3,1 obtenue en 2008. La détérioration de la note entre 2013 et 2016 est due à l'épidémie d'Ebola, qui a causé la suspension des missions de supervision sur le terrain des membres du personnel entre 2014 et 2016. Depuis lors, cette note est en augmentation dû, en particulier, à l'opérationnalisation effective du bureau de la Banque en Guinée, qui a favorisé l'amélioration du suivi des critères d'évaluation, tels que les conditions de prêt ou les acquisitions de biens et services.

La vitesse à laquelle la Banque met en œuvre ses opérations est un indicateur important de l'efficacité de ses opérations. A cet égard, ● **l'âge moyen des projets** est de 2,9 ans soit une nette amélioration par rapport à une moyenne de 6 ans d'âge en 2008. En outre, il n'y a plus de projet âgé en juin 2018,

FIGURE 5 STRUCTURE DU PORTEFEUILLE EN GUINÉE AU 30 JUIN 2018



Efficacité de la Banque en Guinée	2008	2013	2016	2018	Pays FAD 2017
● Performance du portefeuille	3,1	3,4	3,1	3,4	..
● Délai entre l'approbation et le premier décaissement (mois)	..	5,1	11,6	8,5	..
● Projets à risque dans le portefeuille (%)	50 %	15 %	0 %	0 %	12 %
● Age des projets	6,0	3,2	2,5	2,9	..
● Taux de décaissement du portefeuille public national en cours (%)	42 %	58 %	66,3 %	65,6 %	..
● Délai de passation des marchés (mois)	..	..	..	5,0	8,2
● Nombre de projets cofinancés	..	1	5	5	..
● Qualité des documents de stratégie pays	..	3 (2011)	..	4	3,0
● Qualité des nouvelles opérations	..	3,5	3	3,5	3,1

● Amélioration par rapport à la référence ● Pas de changement par rapport à la référence ● Régression par rapport à la référence ● Pas de données disponibles pour mesurer la performance

Source: BAD.

alors qu'il y en avait six en février 2016. On note une forte disparité concernant le ● **taux de décaissement** entre le portefeuille du secteur public national et le portefeuille multinational. Pour le premier, le taux de décaissement en août 2018 s'élève à 65.6 %, soit un niveau très satisfaisant, reflétant les efforts entrepris par la Banque au cours de ces dernières années pour améliorer la qualité des projets à l'entrée et la conduite de revues annuelles du portefeuille. En revanche, pour les projets multinationaux, en majorité des projets d'infrastructures énergétiques et de transport, le niveau de décaissement est resté faible (9,9 %). Ceci s'explique en partie par le jeune âge de ces projets (moyenne de 2 ans), par l'ajout de deux nouveaux projets approuvés en 2017 (l'interconnexion électrique Guinée-Mali et la route Coyah-Farmoriah d'un montant de 30 millions UC et 38,28 millions UC respectivement), et par les difficultés induites par la coordination entre les différents pays. A noter également que les décaissements pour le projet du secteur privé de construction de la voie ferrée et du port de la mine de Boké n'ont pas encore démarré.

Le ● **délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement** s'est dégradé depuis 2013, se situant à 8,5 mois. Cela est la conséquence des délais anormalement longs dans la signature des projets après l'avis de non objection de la Banque et dans la mise à disposition des fonds de contrepartie. D'autre part, le ● **délai de passation des marchés** est de 5 mois en moyenne, ce qui est moins élevé que pour l'ensemble des pays bénéficiaires du FAD (8,2 mois).

A l'heure actuelle, le portefeuille de la Banque en Guinée ne présente plus de ● **projet à risque**, alors qu'il y en avait encore 15 % en 2013 et 50 % en 2008. Toutefois, il est estimé que sur les 16 opérations du portefeuille actuel, 10 opérations ont connu ou devraient connaître une prorogation allant d'un à deux ans. L'apparition de l'épidémie du virus Ebola en décembre 2013 a, à cet égard, eu un impact négatif sur l'exécution des projets, notamment dans le domaine des infrastructures énergétiques et routières.

Afin de résoudre ces problèmes, la Banque a élaboré un plan d'amélioration de la performance du portefeuille (le PAPP 2018 révisé) qui propose la mise en place de mesures spécifiques pour améliorer et accélérer la mise en œuvre des projets. Parmi ces mesures peuvent être citées, la mise en place des équipes de gestion des projets avec un statut clair et des contrats de performance; la production dans les délais requis des rapports d'état d'exécution (trimestriels et annuels) et leurs disséminations aux structures en charge du suivi; la transmission à temps des pièces justificatives conformes aux règles et procédures de la Banque et le renfoncement du contrôle interne; et le respect strict des

accords juridiques signés entre la Banque et le Gouvernement quant au paiement de la contrepartie nationale.

Qualité à l'entrée

La bonne conception des projets de la Banque conditionne l'atteinte des objectifs attendus. Afin d'assurer que ses projets répondent aux critères de qualité nécessaires, la Banque a établi un processus d'examen des projets à l'entrée — la revue de l'état de préparation — au cours duquel elle examine huit éléments essentiels pour la qualité d'un projet : alignement et pertinence stratégique, enseignements tirés des opérations précédentes, justification et appropriation, accent mis sur les résultats, évaluation des risques, modalités d'exécution, gestion financière/passation des marchés, considérations environnementales et sociales, et égalité des genres. Entre 2013 et 2018, toutes les ● **nouvelles opérations en Guinée** ont été notées comme satisfaisantes (notes de 3 ou 4 sur 4).

La Banque mesure également la ● **qualité de ses documents de stratégie pays**. Sur une échelle de 1 à 4, le DSP 2012-2016/17 a été noté 3, alors que le nouveau DSP 2018-2022 a obtenu la note maximale 4, ce qui montre que l'ensemble des critères de qualité ont bien été pris en compte. La revue de l'état de préparation du DSP effectuée en juillet 2018 a estimé que le document indique clairement l'intégration des leçons apprises, comprend des critères de sélectivité, prend en compte les avantages comparatifs, et indique clairement les défis auxquels la Banque fait face en Guinée.

Collaboration avec le gouvernement et les autres partenaires

La Banque joue un rôle majeur dans le dialogue avec le Gouvernement portant sur plusieurs réformes et enjeux stratégiques : elle a co-présidé le Groupe transversal « Macroéconomie, Finances publiques et Climat des affaires », elle co-préside le Groupe thématique « Mines et Transports », elle contribue au Comité restreint de suivi des Partenariats Public-Privé et elle participe très activement au groupe thématique « Electricité et Eau ». En outre, lors de l'épidémie du virus Ebola survenue en 2013, la Banque a démontré sa flexibilité et sa capacité à prendre rapidement en compte les requêtes d'urgence. Cinq opérations, pour un montant total de 43 millions UC, ont été orientées vers la lutte contre l'épidémie du virus Ebola, en collaboration avec des agences spécialisées des Nations unies, ce qui a permis de limiter la propagation de la maladie puis de l'endiguer (Chapitre 5).

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie en Guinée, la Banque poursuivra le dialogue avec le gouvernement afin de stimuler l'investissement privé dans les filières agricoles et dans le secteur de l'énergie. Ce dialogue mettra un accent particulier sur les réformes visant à améliorer l'accès à l'énergie, le développement des zones de transformation agroalimentaire, la gouvernance sectorielle, la mobilisation des ressources intérieures, la gestion de la dette, et le climat des affaires.

Au cours de la période du DSP (2012–2016/17), la Banque a réussi à mobiliser ses partenaires pour cofinancer six projets d'un coût total de 2,2 milliards UC. Les ● **projets cofinancés** ont porté sur l'intégration régionale, l'accès à l'énergie, les infrastructures de transport et la gouvernance. Les cofinancements sont venus principalement du secteur privé, de la Banque mondiale, de la Banque islamique de développement, de l'Union européenne et de l'Eximbank de Chine. La Banque a aussi pu mobiliser les ressources de l'Agence française de développement (AFD), de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). D'autre part, outre le soutien à la lutte contre l'épidémie d'Ebola citée précédemment dans le rapport, le partenariat avec les Agences des Nations unies a contribué au renforcement du dialogue sur la planification, à la production de statistiques et de rapports techniques et périodiques des finances publiques (telles que la loi de règlement et la situation de l'exécution sectorielle des investissements publics), ainsi qu'à l'amélioration du climat des affaires (la loi PPP et la stratégie de développement du secteur privé).

Opérationnalisation du bureau de la BAD en Guinée

Le bureau de la BAD en Guinée a été créé en septembre 2017. Son opérationnalisation, en ligne avec le nouveau modèle de

développement et de prestation de services (DBDM) de la Banque, permettra à celle-ci d'être plus proche de ses clients, et notamment d'augmenter le nombre de projets gérés localement, le nombre de projets cofinancés avec d'autres partenaires au développement et d'avoir à disposition, en Guinée, une expertise permettant de répondre rapidement et efficacement aux besoins du pays.

La mise en place du bureau a déjà permis d'obtenir des premiers résultats dans le dialogue entre la Banque et le gouvernement guinéen, avec par exemple l'organisation d'une clinique fiduciaire en juin 2018 ; plusieurs missions d'appui-conseil et de supervision auprès des Unités de gestion de projets ainsi que l'augmentation de la fréquence des visites des experts de la Banque. Le suivi rapproché, assuré par le bureau de la Banque et les départements sectoriels dans l'exécution des projets à l'achèvement du DSP 2012–2016/2017, a de plus fortement contribué à la performance globale du portefeuille de la Banque en Guinée.

La présence renforcée de la Banque en Guinée lui permettra d'améliorer les services conseils auprès du gouvernement, de mettre plus l'accent sur les résultats, de faciliter l'exécution des projets et d'assurer une meilleure coopération avec les autres partenaires techniques et financiers présents dans le pays. Le bureau de la Banque en Guinée bénéficie, en outre, de l'expertise du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest basé à Abidjan, permettant une meilleure synergie entre les projets et un meilleur échange d'expériences entre les personnels de la Banque dans la région. ■

CONCLUSION

Ce rapport montre les progrès accomplis par la Guinée depuis 10 ans et la contribution de la Banque à ces progrès, en particulier dans les domaines de la gouvernance économique et financière, de l'agriculture, des infrastructures routières et énergétiques, et des conditions de vie des populations. Il souligne également les nombreux défis auxquels le pays fait face pour mieux exploiter son vaste potentiel de développement, mieux résister aux chocs et faire davantage bénéficier sa population des fruits de la croissance économique. A cet effet, la nouvelle stratégie d'intervention de la Banque en Guinée, pour la période 2018–2022, compte aider le gouvernement à relever les défis de fragilité du pays en veillant à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers l'accès à l'énergie et le développement intégré des zones de transformation agroalimentaire.

La principale recommandation du dialogue récent entre la Banque et le gouvernement guinéen est d'accroître l'accès à l'énergie afin de soutenir la croissance inclusive, et de promouvoir le développement agricole en mettant l'accent sur les filières où le pays possède des avantages comparatifs. En effet, l'activité de la population guinéenne est fortement dominée par l'agriculture avec un rendement largement en deçà de son potentiel, et l'apport de l'énergie électrique à la production agricole pourrait stimuler l'offre des possibilités de cultures intensives et de transformation des principales cultures du pays.

A cet effet, le nouveau Document de stratégie pays 2018–2022 de la Banque (dans lequel il est prévu d'investir près de 250 millions UC) s'articule autour de deux piliers qui sont l'amélioration de l'accès à l'énergie et le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles, avec pour objectifs d'aider le pays à relever le défi de la fragilité et parvenir à l'autosuffisance alimentaire. ■

À propos de cette publication

Depuis 2011, la Banque africaine de développement (BAD ou la Banque) produit une Revue annuelle sur l'efficacité du développement qui évalue l'ensemble de sa contribution aux résultats obtenus en Afrique en matière de développement. La revue annuelle est complétée par une série de revues thématiques traitant des activités de la BAD dans les États membres régionaux.

La présente Revue synthétique des résultats pays fait partie d'une série de revues synthétiques qui examinent les opérations en cours dans un pays membre régional. La BAD se réjouit du haut niveau du dialogue qu'elle a pu instaurer avec les autorités guinéennes en vue de la préparation de cette revue. Cela témoigne de la qualité de la collaboration qui subsiste entre l'institution et le pays.

À l'instar des autres revues sur l'efficacité du développement, le présent rapport est destiné au grand public et vise à renforcer la transparence et la responsabilité de notre institution à l'égard de nos partenaires. Il innove par sa concision et l'accent qu'il met sur les High 5 de la BAD. Il constitue également un important outil de gestion supplémentaire pour faciliter l'amélioration permanente de nos opérations et de notre organisation.

Conception & mise en pages : CRÉON • www.creondesign.net

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Groupe de la Banque africaine de développement

Avenue Joseph Anoma - 01 B.P. 1387 Abidjan 01, Côte d'Ivoire

www.afdb.org